

JACQUES ANTOINE

## **Un autre type de données sociales, les indicateurs subjectifs. Rappel historique**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 131, n° 3-4 (1990), p. 22-29

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1990\\_\\_131\\_3-4\\_22\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1990__131_3-4_22_0)

© Société de statistique de Paris, 1990, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFds>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/legal.php>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# UN AUTRE TYPE DE DONNÉES SOCIALES, LES INDICATEURS SUBJECTIFS RAPPEL HISTORIQUE

Jacques ANTOINE

*Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM),  
Directeur du Centre d'Etude Socio-économiques et de Management (CESEM)*

L'Édition 1990 de l'Annuaire Données Sociales de l'INSEE comporté une innovation discrète que je voudrais souligner et qui me conduit à un rappel historique.

Elle appellerait aussi d'importants développements méthodologiques qui ne peuvent pas trouver place dans le cadre de cette courte note, mais sur lesquels nous nous proposons de revenir ultérieurement.

Cette innovation, c'est l'apparition de quelques résultats issus des sondages d'opinion. Certes, la technique des enquêtes par sondage avec interview d'échantillons représentatifs est classiquement et assez largement utilisée par l'INSEE pour rassembler des données économiques et sociales, mais, sauf exceptions sur lesquelles nous reviendrons, il s'agit surtout de données factuelles tenant aux conditions de vie et aux comportements des individus et des ménages : sondages sur les budgets de famille, sur l'emploi, sur les vacances et les loisirs, sur le logement et le cadre de vie...

Dans l'Édition 1990 de l'Annuaire Données Sociales, les sondages d'opinion apparaissent à la rubrique « la fin des naissances non désirées » du chapitre sur la famille, et à trois titres du nouveau chapitre intitulé « lien social » : niveau d'intégration au catholicisme et vote, la dimension gauche-droite est elle encore d'actualité, les Français et l'Europe : un contenu et des attentes vagues.

Les sources de ces nouvelles données sociales sont extérieures à l'INSEE tout comme les signatures des commentaires correspondants; les unes et les autres proviennent de l'INED et des institutions françaises de science politique.

Cette discrète apparition nous suggère quelques réflexions sur le statut de ce genre de données et m'incite à un rappel historique de faits sans doute assez peu connus, sauf des personnes assez peu nombreuses qui les ont vécus.

POURQUOI LES SONDAGES D'OPINION ONT-ILS SI PEU DROIT DE CITÉ À L'INSEE ?

Il y a à cela, à mon avis, plusieurs raisons :

Ayant fait partie, de 1953 à 1958, de l'équipe « Recensement et sondages » de l'INSEE, je me souviens qu'il avait été convenu, dès l'origine des sondages à

l'INSEE, que l'INSEE ne ferait pas de sondages d'opinion au sens usuel de ce terme. Il était en effet considéré que la nature à dominante très politique des sondages d'opinion était incompatible avec le statut de l'INSEE, organisme public de l'Etat, donc rattaché à un Ministère (habituellement celui qui gère l'économie et les finances) et finalement dépendant du Gouvernement. Les chiffres établis et publiés par l'INSEE ayant, de fait et de droit, le caractère de chiffres « officiels », il a été très vite considéré que dans notre type de démocratie, l'existence de chiffres « officiels » en matière d'opinion publique n'était pas concevable<sup>1</sup>.

Derrière cette position, il y a donc un principe de séparation des genres et des pouvoirs. Il y a peut-être aussi l'idée que les données d'opinion relèvent d'un statut scientifique moins assuré que les statistiques sur les faits et les comportements; il s'agit de données plus « molles » comme diraient certains statisticiens. Relevant des sciences humaines, l'influence de l'observateur et de l'outil d'observation joue sur les résultats établis plus fortement que dans d'autres domaines. De telle sorte que, pour tendre vers l'objectivité, il n'y a pas d'autre issue opératoire que le pluralisme des systèmes d'observation et de mesure. Il en va d'ailleurs de même dans le domaine plus large de l'information médiatique à laquelle se rattachent de plus en plus les sondages d'opinion. A la même conférence de presse assistent cent journalistes qui, à partir du même événement vécu en commun, produisent cent comptes-rendus différents; pour se faire une idée aussi objective que possible de ce qui a été dit, le citoyen est donc amené à faire une analyse comparée de ces différents comptes-rendus. Il en va de même pour les sondages d'opinion : le pluralisme des sources est plutôt un avantage pour les analystes et pour les utilisateurs.

La nécessité du pluralisme en matière de données d'opinion est donc une seconde raison d'écarter les sondages d'opinion de l'INSEE<sup>2</sup>. Il y a peut-être aussi, assez simplement, la faiblesse de la formation donnée aux cadres de l'INSEE en matière de psychologie, de sociologie et de science politique.

Les sondages et questions d'opinion ne sont cependant pas absents des enquêtes de l'INSEE. Il y a d'abord toute la famille des enquêtes sur la conjoncture économique tant auprès des ménages qu'auprès des entreprises. Une gradation apparaît d'ailleurs dans les questions depuis des questions purement factuelles – concernant par exemple l'état actuel des carnets de

---

1. D'autres principes moins fondamentaux ont également été très rapidement posés par l'INSEE à propos des statistiques et sondages dans le domaine des études de marché. L'INSEE étudie la consommation et les marchés globalement sans entrer dans le détail des marques et des parts de marché; ce domaine est laissé aux instituts d'études de marchés et au financement des entreprises et des professions. Mais il peut étudier les caractéristiques des produits. Il s'intéresse par exemple aux réfrigérateurs selon leur capacité et aux voitures par classe de puissance, mais ne publie rien par marques.

2. La question du pluralisme de la statistique et des centres d'observation ne se limite pas au domaine des sondages d'opinion. Pour l'analyse de la conjoncture économique il y a pluralisme, l'INSEE étant ici un Centre parmi d'autres. Pour les statistiques lourdes (Recensements et Grands Inventaires), le coût et la nature des choses exclut *a priori* le pluralisme. Il subsiste des zones d'incertitude, donc de contestation, par exemple en matière d'établissement des indices des prix et de mesure du coût de la vie; dans ce domaine, la CGT continue à établir ses indices contrairement à ceux de l'INSEE.

commande – jusqu'à des questions totalement subjectives – concernant par exemple les éléments de satisfaction et d'insatisfaction à l'égard du logement – en passant par des questions apparemment subjectives mais derrière lesquelles peuvent exister des informations factuelles aidant l'intéressé à formuler son opinion – par exemple les questions d'opinion sur les perspectives d'activité ou de carnet de commandes de l'entreprise.

Il y a ensuite diverses enquêtes qui comportent à la fois des questions de faits et des questions d'opinion. Par exemple, dans les enquêtes sur le logement, on cherche à connaître tout autant les conditions objectives de logement que les satisfactions ainsi que les désirs éventuels de déménager.

Comme on le voit par ces quelques exemples, les questions d'opinion posées dans les enquêtes de l'INSEE sont en général liées à la connaissance et à l'explication de la conjoncture économique et sociale et de la croissance; elles évitent en général les questions politiques ou à connotation politique.

\*  
\* \*

Les résultats des sondages d'opinion – données sans doute plus « molles » que les données factuelles, même lorsque ces dernières sont réunies par sondage et par interviews – sont-ils pour autant moins importants, moins essentiels que les données factuelles? On pourrait le croire, à voir l'absence de ces résultats dans l'Annuaire « Données Sociales » jusqu'en 1987 et la place seulement très petite qui leur est accordée en 1990. Pourtant les sondages d'opinion se développent, particulièrement en France où on a pu parler à leur propos de sondomanie. Voici à ce sujet quelques chiffres qui représentent le nombre de sondages d'opinion publiés par les médias et recensés par le **SONDOSCOPE** dans la **Revue Française des sondages**, périodique que nous éditons depuis dix ans dans le cadre du CESEM<sup>3</sup>.

1981	543
1982	480
1983	510
1984	555
1985	612
1986	562
1987	584
1988	658
1989	718
1990	655

3. CESEM : Centre d'Etudes Socio-Economiques et de Management – 23, rue Lavoisier, 75008 Paris – Téléphone : 47.42.88.51 – Télécopie : 47.42.88.40.

Si l'on se limitait à la considération de ces outils les plus connus que sont les sondages d'opinion publiés par les médias, il faudrait bien en effet conclure que, s'ils se développent, c'est en dehors de la sphère économique et sociale, dans une orbite politico-médiatique qui recouperait assez peu la première. Ce diagnostic ne serait pas exact ; tout au moins ne serait-il que partiel. C'est ici que pour aller plus loin il faut revenir en arrière.

Revenons à 1968. C'est en effet à cette date qu'une certaine contestation de la société dite de consommation a conduit à l'expression d'objectifs « qualitatifs » à côté des revendications quantitatives classiques relatives au « partage du gâteau ». A côté du **niveau** de vie est apparue la **qualité** de la vie, vocable qui a même obtenu pour un temps le rang et le statut de département ministériel. Les statisticiens et planificateurs de l'époque ont donc cherché à objectiver cette notion de qualité de vie dans les différents domaines où cette notion peut être pertinente. C'était d'ailleurs – la convergence à cette époque d'une voie de recherche scientifique et d'un courant d'opinion n'étant sans doute pas fortuite – la période où les planificateurs, sous l'impulsion notamment de l'OCDE, travaillaient sur les **indicateurs sociaux**.

Jacques Delors, en tant que Chef du Service des Affaires Sociales du Commissariat du Plan, avait dirigé un séminaire et publié un livre sur ce thème. A l'origine, les indicateurs sociaux proposés ou retenus pour repérer la qualité de la vie, d'ailleurs plus au niveau collectif qu'à un échelon individuel, étaient tous des indicateurs « objectifs » : espérance de vie, taux d'alphabétisation, indicateurs de criminalité et de délinquance...

La réflexion et la pratique conduisirent ensuite à distinguer, à côté des **indicateurs objectifs**, la possibilité et l'intérêt d'**indicateurs subjectifs**, susceptibles eux-mêmes d'être chiffrés soit à dire d'experts sur des échelles allant par exemple de très bon à très mauvais soit par des sondages d'opinion (% de satisfaits ou d'appréciations positives). Il semble que l'on ait introduit de tels indicateurs subjectifs d'abord comme substituts d'indicateurs objectifs difficiles à établir : par exemple le degré d'esthétique d'un paysage, d'un immeuble ou d'un quartier est difficile à repérer par des caractéristiques objectives.

Il a été ensuite considéré que, à la limite pour tout phénomène économique et social et plus largement culturel, écologique ou autre, on pourrait avoir simultanément et indépendamment des repérages objectifs et des indicateurs subjectifs correspondant à la perception que peuvent en avoir les individus concernés. S'agissant par exemple du niveau de vie et de son évolution – et sur cet exemple on rejoint les critères du décideur – une chose est d'en avoir une évaluation objective par les statistiques et indices de l'INSEE, autre chose, non moins intéressante et non moins importante politiquement, en est d'en connaître la perception qu'en ont les individus d'après des sondages appropriés.

En 1973 et à l'occasion de la préparation du VII<sup>ème</sup> Plan, le Service des Affaires Sociales du Plan avait eu l'idée de proposer, à l'image de ce

qui existait par exemple aux Etats-Unis ou en Suède, l'établissement d'un rapport annuel sur l'état social de la nation. Avant de le rendre annuel, on suggérait de l'établir à l'occasion de la préparation de chaque Plan. Un sommaire et même un brouillon avaient été établis pour un tel rapport social. Ce sommaire reprenait les différents chapitres considérés comme relevant plus de la planification sociale que de la planification économique : santé, logement, conditions de travail, éducation, famille, justice... Assez naturellement, les données chiffrées illustratives de ces différents chapitres étaient constituées par des indicateurs sociaux, en choisissant à chaque fois ceux qui paraissaient les plus pertinents pour repérer et décrire l'état et l'évolution des domaines considérés. Parallèlement, j'eus l'idée, qui fut acceptée par Jean de Marcillac, successeur de Jacques Delors au Service des Affaires Sociales du Plan, de faire la tentative suivante : prendre les mêmes domaines et la même table des matières que ceux du projet de Rapport Social, et essayer d'illustrer les différents chapitres par des indicateurs subjectifs, en fait par des résultats de sondages d'opinion montrant comment les Français perçoivent et évaluent leur situation dans chacun des domaines considérés. Ce rapport existe dans les archives du Commissariat du Plan.

Ces deux exercices – projet de rapport social fondé sur des indicateurs objectifs et complément relatif à la perception et à l'évaluation subjective des mêmes questions par les Français – n'eurent pas de suite sous cette forme initiale. S'agissant plus particulièrement du deuxième exercice, celui-ci avait montré :

- la possibilité et l'intérêt de réunir des résultats de sondages et de les rapprocher de ceux de la statistique classique dans les domaines sociaux ;
- l'insuffisance et l'hétérogénéité du corpus constitué par les résultats des sondages d'opinion et les lacunes de ces sources dans de nombreux domaines ;
- enfin la quasi-absence, sauf exception, de séries chronologiques comparables, compte tenu des conditions de travail et des objectifs usuels des instituts de sondage ainsi que de leurs commanditaires de l'époque.

Cependant, ces deux exercices ont eu des suites. L'essai de rapport sur l'état social de la nation a en fait donné naissance aux annuaires périodiques « Données Sociales » de l'INSEE. L'exercice sur les sondages a été de son côté à l'origine du programme d'enquête du CREDOC sur les conditions de vie et les aspirations des Français. Il a été aussi, un peu plus tard, à l'origine de notre décision de constituer la sonothèque des sondages d'opinion publiée par les médias et de lancer la publication du **SONDOSCOPE**, la **Revue Française des sondages**.

Pour terminer ce bref historique, rappelons quelques origines du programme du CREDOC. Vers 1975, cela faisait plus de 20 ans que l'INSEE enquêtait régulièrement auprès des ménages sur leur perception de la conjoncture économique, avec le sondage qui s'appelait à l'origine « intentions d'achat ».

Cependant, aucune enquête systématique n'existait dans le domaine de ce que l'on pourrait appeler la conjoncture sociale. Les travaux et recherches que nous venons d'évoquer, mais aussi ceux qui s'étaient développés autour du département ministériel chargé de l'Environnement et de la Qualité de la vie, avaient montré l'intérêt et la faisabilité d'une telle enquête. Ce n'est donc pas par hasard si, encore maintenant et bien que les deux voies statistiques – la voie à dominante factuelle et objective des données sociales, la voie à dominante subjective et d'opinion de l'enquête **ASPIRATIONS** du CREDOC – aient cheminé assez indépendamment l'une de l'autre, la table des matières du premier rapport et le plan du questionnaire du second système sont assez voisins. (*Cf. ci-après en annexe*).

L'enquête du CREDOC n'est d'ailleurs pas faite à 100% de questions d'opinion. On a maintenu dans ce programme l'idée d'avoir – et ici dans la même source et au niveau d'abord des individus donc micro-économique – des données objectives sur les conditions de vie, et des avis subjectifs sur les perceptions et évaluations des situations. Ainsi a-t-on pu s'apercevoir par exemple, par des analyses de données convenables, que la satisfaction à l'égard du logement n'est pas liée à l'axe du revenu (lui-même corrélé avec la taille du foyer, la catégorie socio-professionnelle et le niveau d'instruction) mais avec l'axe des conditions objectives de logement : ruraux, propriétaires, logement individuel du côté des satisfaits, urbains et singulièrement banlieusards, locataires et logements en immeuble collectif du côté des insatisfaits.

Ayant eu à accompagner et à conseiller le CREDOC dans la mise sur pied et le lancement de ce programme autour des années 1975 et 1976, j'ai eu également à participer comme expert auprès de l'Office Statistique des Communautés Européennes (OSCE), sis à Luxembourg, au pilotage d'enquêtes expérimentales fondées sur la même idée de réunir et d'analyser conjointement, domaine par domaine, les caractéristiques objectives des situations individuelles et les opinions, attitudes, perceptions et évaluations subjectives des individus. Une première enquête a été conduite en 1977 dans les six pays de la Communauté de l'époque sur la santé et le logement (le CREDOC étant chargé de l'enquête française) puis une seconde en 1978-79 sur le travail. Malheureusement ces enquêtes n'ont pas été poursuivies ni même publiées, l'Institut britannique chargé de la centralisation de l'exploitation des résultats ayant rencontré des défauts de comparabilité entre les résultats nationaux sur certaines questions, malgré tous les efforts faits en amont (notamment à celui du questionnaire) pour obtenir cette comparabilité.

\*

\* \*

Pour conclure brièvement, tout en ouvrant des perspectives sur le plan méthodologique, on peut évoquer les quelques points suivants.

La France a la chance, avec les deux programmes « Données Sociales » de l'INSEE et « Conditions de vie et Aspirations » du CREDOC, de disposer

maintenant de séries chronologiques d'indicateurs tant objectifs que subjectifs dans le domaine de l'analyse et de l'évaluation des politiques sociales. Le programme du CREDOC aura peut-être maintenant à être réévalué par référence à ses ambitions et objectifs d'origine ; les vicissitudes du financement ont en effet pu faire évoluer l'outil dans des directions un peu différentes. Par ailleurs, il y aurait sans doute maintenant de nouvelles synergies à trouver entre les deux programmes, ne serait-ce que par une prise en considération plus explicite dans l'Annuaire « Données Sociales » des séries chronologiques d'opinions disponibles.

Sur le plan méthodologique, sont à approfondir les relations entre, non seulement données objectives et données subjectives, mais aussi entre données individuelles et données collectives. En croisant individuel/collectif avec objectif/subjectif apparaît par exemple la question des décalages éventuels entre agrégation des perceptions individuelles et moyenne des appréciations données par chacun sur la situation collective, et de la meilleure adéquation aux réalités objectives. S'agissant des horizons temporels, sont à approfondir les relations et mécanismes entre les données subjectives de court terme (opinions individuelles et au niveau collectif opinion publique), de moyen terme (attitudes au niveau individuel, courants socio-culturels au niveau collectif) et de long terme (besoins et motivations au niveau individuel, valeurs de société au niveau collectif) ainsi qu'avec les données objectives correspondant à ces différents horizons.

S'agissant des seules données subjectives, des clarifications pouvant aller jusqu'à des esquisses de modèles sont à développer pour mieux définir et mettre en place, les uns par rapport aux autres, les concepts tels que attentes, aspirations, images, perceptions, satisfactions, motivations, valeurs...

C'est sur ces différentes questions que nous nous proposons de revenir ultérieurement.



## ANNEXE I

*Annuaire Données Sociales de l'INSEE – Edition 1990*

## SOMMAIRE DU SOMMAIRE

1. Population et groupes sociaux
2. Emploi
3. Salaires et conditions de travail
4. Revenus et patrimoine
5. Consommation et modes vies
6. Santé et corps
7. Famille
8. Education et Formation
9. Lien social
10. Solidarités et déséquilibres.
  - . Dépenses publiques et protection sociale
  - . Justice.

## ANNEXE II

*Enquête « conditions de vie et aspirations des français »*

Têtes de chapitre du questionnaire (phase 12 : automne 1989)

- A & B. Caractéristiques de la personne interrogée
- C. Famille
- D. Logement, cadre de vie
- E. Energie
- G. Emploi
- H. Transports
- I. Santé
- K. Environnement familial et social
- M. Politiques sociales
- N. Problèmes généraux
  - . Justice
  - . Réforme/révolution
  - . La science
  - . L'informatique
  - . Les risques
  - . Les craintes et préoccupations
  - . Le RMI
- P. Ressources de la personne interrogée.